Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/Appel-des-4emes-rencontres

Appel proposé aux 4emes rencontres internationalistes

- Internationale - activités internationalistes.... - Rencontres 2011 -

Date de mise en ligne : lundi 14 novembre 2011

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Un texte proposé par les communistes de Vénissieux pour contribuer à faire émerger une bataille nationale contre la dette, contre la domination de l'Union Européenne envoyant ses pro-consuls diriger les gouvernements nationaux, faisant fi des peuples et préparant une régression sociale historique pour tous...

Pour Sarkozy, Merkel et les dirigeants du G 20, les peuples d'Europe doivent payer et se taire.

Cette « crise », dont nos gouvernants depuis 2008 n'arrêtent pas de dire qu'ils ont trouvé la solution, est beaucoup plus importante et grave, que ce que les tenants d'un capitalisme libéralisé à outrance veulent nous faire croire.

Le peuple Grec est en train d'en payer un prix exorbitant sous la pression de l'Union Européenne, de la Banque Centrale Européenne et du FMI.

Plan d'austérité après plan d'austérité, il voit ses droits, son pouvoir d'achat, son avenir confisqué. Il faut qu'il paie la voracité sans limite des banques, des marchés financiers. Il faut qu'il se plie au diktat des agences de notation.

Il est dépossédé de tous droits démocratiques, pas de référendum, pas d'autre choix que d'appliquer les recettes de Sarkozy, Merkel.
Ce ne sont plus le gouvernement et le peuple grec qui décident de l'avenir de leur pays mais l'Union Européenne sous la pression des agences de notation et des marchés financiers.

C'est un véritable déni de démocratie. Cela révèle ce qu'est vraiment cette construction européenne faite pour enlever toute prérogative aux nations qui la compose, faite pour rendre impossible toutes autres politiques que celles issues de la soumission aux traités de Maastricht et de Lisbonne.

Traité de Lisbonne qui n'est autre que le traité constitutionnel refusé en 2005 par les français lors d'un référendum, remis sur la table par Sarkozy, soutenu par le Parti Socialiste français.

Cette construction européenne est depuis de début au service des entreprises multinationales, des banques, du grand patronat, de la bourgeoisie.
Présentée comme le seul moyen de rassembler les pays européens pour être plus fort et être un rempart face à la mondialisation, elle est en fait un acteur majeur de cette mondialisation. Elle n'a cessé de mettre en concurrence les salariés entre eux, d'abaisser les droits sociaux, d' organiser le chômage au niveau européen, de s'attaquer aux services publics, à l'accès aux soins, de pousser à la privatisation de la poste, de la distribution d'énergie, etc.....
L'objectif étant de piller l'économie réelle pour drainer toujours plus de richesse vers une bourgeoisie parasitaire, vers la spéculation au détriment de l'économie réelle, d'enrichir les plus riches au détriment des peuples.

Depuis plusieurs semaines les grecs manifestent ; de grève générale en grève générale ils font entendre leur refus de payer la crise du capitalisme.
De référendum avorté en création d'un gouvernement d'union, cette volonté n'est pas entendue, elle est niée, méprisée jusqu'à la nomination d'un premier ministre ancien président de la BCE.

Les marchés financiers, les agences de notations, ne lâchent pas, il faut faire payer les peuples.

Copyright © Le Vénissian

Après la Grèce c'est l'Italie qui va être confrontée à l'obligation d'appliquer des plans d'austérité draconiens.

Le gouvernement portugais prévoit une augmentation de 2h30 hebdomadaire de la durée du travail sans augmentation de salaire, la suppression des primes de fin d'année du secteur d'état jusqu'en 2013, des augmentations des impôts, etc.

En France François Fillon vient d'annoncer un deuxième plan de « rigueur », qui pour prés de 90% va peser sur la population.

Le PCF, comme l'ensemble des forces de gauche qui ont porté le NON au Traité Constitutionnel européen n'est pas à la hauteur de la situation que nous vivons. Il est enfermé dans la recherche illusoire de « l'Europe sociale », silencieux sur la souveraineté nationale et frileux sur l'histoire communiste, ayant rompu avec la presque tous les partis communistes de la planète- dont les plus forts en Europe (Portugal, Grèce, Tchéquie...) au profit de la construction institutionnelle d'un « Parti de Gauche » européen .

Prendre la mesure de ce qui se passe, c'est organiser sans attendre la riposte à l'accélération des mesures d'austérité, apporter notre soutien aux peuples qui se battent, en ne nous contentant pas de déclaration mais en reprenant contact avec communistes de ces pays, en proposant à toutes les forces progressistes d'organiser un soutien et une mobilisation actives

Si les médias mettent parfois en avant le mouvement des indignés, c'est pour l'enfermer dans la situation d'un mouvement « alternatif » minoritaire. La volonté de combattre cette logique de l'argent pour l'argent ne peut suffire à structurer et impulser un refus des mesures suffisamment fort pour faire reculer le capital et ses représentants.

Nous partageons ce que déclarait le Parti communiste grec au lendemain de la grève générale : les militants doivent être dans les entreprises et les quartiers pour organiser les grèves, mener la bataille idéologique et construire l'hégémonie d'un peuple organisé et uni.

La question n'est pas ce que la gauche devra faire une fois au pouvoir, comme on le lit de manière régulière en cette période électorale.

La question est ce que le peuple doit faire tout de suite pour être capable de mettre en échec les plans d'austérité, pour faire le lien entre les résistance nationales et le refus des institutions du Fond Monétaire International et de l'Union européenne.

En communistes, nous nous mettons en mouvement maintenant pour éclairer sur les enjeux de la période actuelle, ouvrir d'autres perspectives, faire monter la mobilisation, organiser la résistance et bousculer les scénarios d'alternance politicienne.

Il est urgent de porter une véritable rupture avec ce carcan de l'Union européenne, pour réaffirmer la nécessité de souveraineté de la France, de remettre sur la table la question de l'Euro, d'affirmer la nécessité et la possibilité historique de sortir de la domination des marchés en refusant de rembourser les dettes indues, en réaffirmant une gestion publique de la monnaie et en nationalisant l'ensemble du secteur bancaire.

Copyright © Le Vénissian